

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
1 rue de la Cité-Administrative
Cité administrative, Bât. G
BP 80002 - Cedex 9
31074 Toulouse

Toulouse, le 07/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



SNCF Réseau EIE Quercy/Corrèze

1 rue du 19 mars 1962
46130 BIARS SUR CERE

Références : JCB/2022-0800

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2022 dans l'établissement SNCF Réseau EIE Quercy/Corrèze implanté 1 rue du 19 mars 1962 46130 BIARS SUR CERE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réalisée dans le cadre de l'instruction d'un "porter à connaissance"

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SNCF Réseau EIE Quercy/Corrèze
- 1 rue du 19 mars 1962 46130 BIARS SUR CERE
- Code AIOT dans GUN : 0006802881
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Oui

L'établissement de Biars sur Cère est exploité par la SNCF depuis plus d'une centaine d'années sur le périmètre actuel.

L'histoire du site de l'EIV remonte à la Première Guerre mondiale, quand la Compagnie des chemins de fer Paris-Orléans rachète un établissement de production de traverses appartenant aux établissements Carel et Fouché. L'EIV Quercy-Corrèze, site de Bretenoux-Biars est aujourd'hui le seul site SNCF dédié à la fabrication de bois sous rails. D'une superficie de 25 hectares et 9 km de voies ferrées, il est implanté entre la rivière Cère et la Dordogne. L'activité de créosotage mobilise 23 salariés. On trouve un stockage d'environ 250 000 traverses. Les capacités de production correspondent à environ 350 000 à 400 000 éléments bois traités par an ce qui en fait le site le plus important d'Europe pour ce genre d'activité. Le site fonctionne en 2 fois 8h00.

De par la quantité de créosote présente sur site, l'unité de Bretenoux est classé «Seveso seuil haut» depuis l'évolution du classement de la créosote courant 2017 . Un arrêté d'exploitation en date du 10 octobre 2013, fixe les conditions générales à respecter dans les domaines tels que la pollution atmosphérique, la protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques, les déchets, les nuisances sonores et les risques technologiques.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Modification des conditions d'exploitation par le remplacement d'une chaudière
- Conformité du site relative au risque foudre
- Actions d'amélioration sur les retours d'expérience des exercices POI

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Prévention des risques accidentels	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 21	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Porter à connaissance	Code de l'environnement du 30/07/2021, article R181-46	/	Sans objet
Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 10/10/2013, article Article 7.5.8	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a démontré des lacunes dans la gestion documentaire des installations de protection contre la foudre ainsi que dans la gestion des actions correctives suite aux exercices POI. Le porter à connaissance concernant les chaudières est en cours d'instruction et doit être complété par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Porter à connaissance

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/07/2021, article R181-46
Thème(s) : Risques accidentels, Changement de chaudière de process
Prescription contrôlée : II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.
Constats : Suite à la panne d'une des deux chaudières bois utiles à la production de vapeur nécessaire au procédé de créosotage, les établissements industriel de SNCF Réseau exploités sur la commune de Biars sur Cère ont transmis le 22 novembre 2021 un "porter à connaissance" auprès du préfet du Lot portant sur le remplacement de l'installation de combustion défaillante par une chaudière fioul. Ce nouvel équipement, d'une puissance installée de 4786 kW, est accompagné d'une cuve de 12 m3 de stockage permettant son alimentation en hydrocarbure. Dans son courrier, l'exploitant, après une description succincte du projet, conclut de manière hâtive à une absence de risques supplémentaires tant accidentels que chroniques par rapport à la situation jusqu'alors connue. Toutefois, les éléments d'appréciation fournis s'avèrent très incomplets pour permettre à l'inspection de se prononcer sur le caractère de la modification projetée et en déduire le type de procédure qui en découlera. Il est bon de rappeler que le site atteint un seuil de classement SEVESO seuil haut, à ce titre il y a lieu de réactualiser l'analyse des risques du site réalisée lors de la dernière "étude de dangers" en prenant en considération la nouvelle installation de combustion et de mettre en évidence les potentiels nouveaux scénarios induits par cet équipement.
Observations : Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a transmis les éléments demandés oralement lors de l'inspection. La demande a été actée et a fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire daté du 17 mai 2022
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention des risques accidentels

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Prescription contrôlée : [...] Les installations de protection contre la foudre font l'objet d'une vérification visuelle réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.[...] [...] les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisé, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.
Constats : Le site rentre dans le champs d'application de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation. En conséquence, les documents relatifs à la protection contre la foudre de l'établissement doivent être tenus à disposition sur site. Il est rappelé à l'exploitant les exigences réglementaires liées à cette thématique. A cet effet, conformément aux termes des articles 21 et 22 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation, une consultation de l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications doit être possible sur simple réquisition des services de contrôle.
Observations : DEM 2: L'exploitant adresse à l'inspection une copie des deux derniers rapports de contrôle de l'organisme compétent rédigés suite à la vérification visuelle des installations de protection contre la foudre disposées sur le périmètre de son établissement. Il joint également à cette transmission le dernier rapport de vérification complète effectué par l'organisme sur les mêmes équipements.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2013, article Article 7.5.8
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : [...] Le POI est remis à jour tous les 3 ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants. Les modifications notables successives du POI doivent être soumises à la même procédure d'examen préalable à leur diffusion. Des exercices annuels sont réalisés, en liaison avec les sapeurs pompiers pour tester le POI. L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour cet exercice. Le compte rendu est accompagné si nécessaire d'un plan d'actions, lui est adressé.
Constats : Le plan d'opération interne a fait l'objet d'une réactualisation en avril 2021. En ce sens, l'obligation de mise à jour de ce document à fréquence triennale s'avère respectée. En accord avec les obligations réglementaires qui lui sont applicables, un exercice POI est organisé à fréquence annuelle. Le dernier exercice a été réalisé en juin 2021. Une fiche de retour d'expérience sécurité incendie du 10 juin 2010 fait état du déroulement de l'exercice et mentionne différents points d'amélioration devant être engagés. Aucune justification des actions correctives réalisées suite à ces observations n'a pu être fournie en séance. En outre, dans le cadre des modifications des conditions d'exploitation projetées par le changement de chaudière, en vertu de l'article 7.5.8 de l'arrêté préfectoral autorisant le site, l'exploitant devra procéder à une réactualisation de son POI.
Observations : L'exploitant doit engager les actions pertinentes de nature à répondre aux points d'amélioration relevés lors du dernier exercice POI.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet